

## COMPTES RENDUS

**Jonah BLANK, Shira EFRON & Katya MIGACHEVA, “The project may serve the Nation, but what about us, who live here?” Villagers’ views of the Dawei Special Economic Zone, an internationally funded infrastructure project in Myanmar, Santa Monica, Rand Corporation, 2019, 55 p.**

Depuis 2010, et ce jusqu’au coup d’État de février 2021, la Birmanie s’était engagée dans une ouverture générale aux investissements étrangers : le développement massif des infrastructures, la transition vers une économie de marché intégrée à l’économie globale, la libéralisation politique et l’arrivée au pouvoir du gouvernement civil d’Aung San Suu Kyi ont tous contribué à la levée des sanctions internationales. De nombreux projets de développement économique ont ainsi pu être établis, notamment en partenariat avec des puissances régionales. C’est dans ce contexte qu’est née la zone économique spéciale de Dawei (DSEZ), proche de l’océan et de la frontière thaïlandaise, et à ce titre favorable au développement d’un des plus grands parcs industriels de l’Asie du Sud-Est, sur la base d’une collaboration entre le Myanmar, la Thaïlande et le Japon. Ce projet ambitieux, qui avait été lancé dès 2008 par la junte militaire et la Thaïlande, a fait face dès le départ à d’importants problèmes financiers et à des retards, auxquels se sont ajoutées les plaintes déposées par les habitants et leur inquiétude sur la protection de leurs droits. Le projet bilatéral est ensuite devenu trilatéral, avec l’inclusion du Japon. Malgré la mise en place d’une structure de supervision établie pour surveiller l’avancement et les affaires financières du projet, la question des bénéficiaires du projet restait largement ignorée jusqu’à la publication du présent rapport.

Avant la présente enquête, la seule étude faite sur la DSEZ avait été conduite en décembre 2013 par l’association de développement de Dawei (DDA) et portait sur 20 villages ; elle avait conclu que les effets du projet économique étaient très préjudiciables aux intérêts des communautés locales. Quatre ans plus tard, alors que le projet s’est développé et que ses effets sont désormais plus visibles, le présent ouvrage souhaite apporter des réponses plus nuancées. L’auteur principal de ce travail, Jonah Blank, docteur en anthropologie de

l'université de Harvard (1998), a été directeur de l'Asie du Sud et du Sud-Est au sein de la commission des affaires étrangères du Sénat avant d'être recruté par la Rand Corporation, l'un des principaux think-tank américains en matière de politique internationale. Spécialiste du sous-continent indien, il a notamment publié *Arrow of the Blue-Skinned God et Mullahs on the Mainframe*. Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de la Pardee RAND Graduate School (l'école doctorale de la Rand), d'un master de relations internationales de la New York University, et d'une licence de biologie, Shira Efron est directrice de recherche à l'Israel Policy Forum, où elle est chargée de l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité nationale ; elle a de surcroît dirigé le programme de recherche sur Israël de la Rand de 2016 à 2022. Docteur en sociologie de l'Université du Massachusetts (Amherst) et spécialiste de la Russie, Kathya Migacheva travaille depuis 2014 à la Rand.

L'angle d'attaque des trois auteurs est l'analyse du projet d'infrastructure de Dawei, selon le point de vue des communautés locales, de manière à déterminer si les villageois vont véritablement bénéficier d'un projet censé apporter d'importants bénéfices à l'économie du pays, et si le respect de leurs droits fondamentaux est, ou sera, observé. Dans cette perspective, les auteurs ont effectué une enquête en 2017, quelques années après le lancement de la DSEZ, afin de mieux comprendre l'impact du projet sur la communauté locale. Au sein de la Rand, la perspective est de surcroît différente de celle de l'étude précédente, entreprise à la demande de la DDA, l'une des associations en charge de défendre les intérêts des villageois. Ayant piloté la mise en œuvre de politiques relatives à l'Asie du Sud-Est, J. Blank est à même de saisir les impacts positifs et négatifs que ce type de projet pourra avoir sur les communautés locales, surtout dans un contexte sud-est asiatique où les droits de l'homme sont souvent peu respectés. Les auteurs détaillent leur méthodologie d'analyse, en précisant que leur travail présente un double intérêt, économique et politique. Au total, 27 enquêteurs ont posé des questions traduites de l'anglais au birman et noté les métadonnées relatives aux interviewés, soit un total de 250 participants habitant dans neuf villages situés à proximité de la zone. Les questions étaient soit ouvertes, soit à choix multiples. Les auteurs ont accordé beaucoup d'importance au profil sociologique des participants : leur âge, sexe, niveau d'éducation, ressources annuelles, origine ethnique, et notamment leur connaissance du projet. Dans la partie relative aux résultats, où sont détaillées les réponses obtenues, il est visible que les communautés locales manifestent peu de connaissance du projet DSEZ. Or, cela ne change pas le fait que la vaste majorité des interviewés pense que le projet est davantage préjudiciable à leur santé et à leur situation financière que bénéfique.

Leurs objections sont rarement entendues par le gouvernement. Peu de répondants ont travaillé dans le projet et le dédommagement pour la terre confisquée est souvent insuffisant. La plupart pense que les bénéficiaires vont plutôt aux développeurs étrangers et entrepreneurs locaux, et non pas à la communauté locale ou au Myanmar. Cela dit, bien que les résidents locaux soient sceptiques, ils restent optimistes par rapport au projet : ils souhaitent être davantage consultés sans pour autant demander l'annulation de la DSEZ.

Face au ressenti des communautés locales, les auteurs proposent plusieurs améliorations au projet, étape par étape : 1°) davantage de communication et de consultations auprès des communautés locales ; 2°) respecter les propriétés des villageois ; 3°) leur proposer un maximum d'offres d'emploi ; 4°) les avertir de tout effet négatif du projet. En résumé, il faudrait une vraie interaction entre le gouvernement et les communautés locales. Les gouvernements central et local du Myanmar doivent écouter et observer les besoins des villageois, afin de s'assurer que les bénéfices économiques seront également partagés avec eux. Les recommandations des auteurs comprennent ainsi une réévaluation du programme d'ensemble de la DSEZ et davantage de transparence, et de prise en compte des habitants.

L'ouvrage de Blank *et al.* est sans aucun doute une contribution à la compréhension de l'opinion publique sur la DSEZ. Ses 55 pages présentent une explication du contexte du projet et de son histoire, la méthodologie, les résultats obtenus et leur interprétation, ainsi qu'un chapitre sur les conseils personnels des auteurs. Ce projet économique controversé est important pour comprendre non seulement l'attitude des communautés locales, mais aussi la manière dont il pourrait faire avancer l'économie du pays, car pour les auteurs, ce n'est que lorsque les villageois seront contents que le projet pourra réellement aboutir à une zone économique réussie. Les répondants espèrent une amélioration de leur situation économique en général, grâce aux éventuels futurs emplois. Or, à part la question du dédommagement, les soucis sont plutôt d'ordre non-financiers. Les villageois s'inquiètent des effets néfastes d'une délocalisation forcée, de l'environnement ou d'une perte de leur héritage culturel. L'abandon des terres cultivables, de la maison et d'autres propriétés fait d'autant plus peur. Les interviewés ont une attitude plus positive sur le long terme, ou une attitude indifférente, parce qu'ils ne portent de toute façon aucune part de responsabilité dans le projet.

Dans une société avec une histoire politique aussi compliquée que le Myanmar, il existe très peu d'enquête d'opinion publique. Pour cette raison, cette modeste enquête sur la DSEZ apporte beaucoup au regard des difficultés

d'accès au terrain. L'approche adoptée par les auteurs est une approche de bas en haut, partant des communautés locales et non pas de la perspective du gouvernement. La zone de Dawei a été choisie pour deux raisons : d'une part, parce que les investisseurs ne sont pas chinois (ce qui en soi est révélateur de la perception américaine des pratiques des firmes chinoises en Asie du Sud-est) ; d'autre part, parce que le projet ne se déroule pas dans une zone de minorité ethnique, mais dans une région exempte de conflits armés. D'un point de vue économique, il est important de connaître les préoccupations des communautés locales, entre autres le manque d'information et de consultation et un dédommagement inadéquat, dans le but d'adapter le projet en fonction de leurs besoins. Cet ouvrage peut aussi servir d'exemple à ceux qui souhaitent travailler sur les conséquences d'un projet économique et industriel, et connaître ses impacts sur l'économie locale.

Dans la partie consacrée aux résultats, les auteurs ne critiquent pas explicitement les actions du gouvernement birman, mais soulignent à maintes reprises l'importance du respect des communautés locales. Ils démontrent que la DSEZ a, jusqu'au moment de leur enquête, peu bénéficié aux villageois les plus pauvres qui ont besoin, eux aussi, de profiter de cette opportunité de développement économique. Il est évident que les auteurs ont mené cette enquête avec une double intention apparente (sur fond de *soft power* américain) : relever les effets du projet économique et proposer des solutions pour aider les villageois. Les auteurs ne détaillent pourtant pas les résultats obtenus en 2013 et en quoi le résultat de leur étude diffère de celle de la DDA, qui portait sur 20 villages quand la leur porte sur 9 (mais avec peut-être davantage d'interviews, ce que l'on aimerait savoir). Comme le projet s'est bien développé pendant quatre ans, il serait intéressant de comparer les deux études pour mieux prévoir le futur de la DSEZ. Il conviendrait aussi de mener une analyse fondée sur la croissance économique du pays entre 2013 et 2017, après la victoire de la NLD en 2015. Si le Myanmar se développe à grands pas, qu'en est-il pour les villageois ? Est-ce que leur situation économique change au niveau quantitatif (par exemple comparer leurs ressources annuelles) ? À combien se montent les dédommagements versés aux villageois pour la délocalisation et en quoi est-ce injuste ? Parmi ceux qui travaillent pour le projet, combien gagnent-ils tous les mois ? Car une enquête d'opinion publique risque d'être assez subjective, et il faut toujours interpréter les résultats en fonction de faits quantitatifs. Il serait aussi important de présenter les effets économiques du projet en mentionnant par exemple les prévisions budgétaires et les dépenses réelles du gouvernement birman dans la DSEZ.

Pour conclure, cet ouvrage présente beaucoup de mérites en fournissant des éclaircissements sur ce que pensent les villageois locaux de la DSEZ. Il s'agit

d'un excellent exemple d'enquête sur l'opinion publique. Les effets économiques se verront pourtant plus clairement lors de nouveaux travaux accompagnés de chiffres clés permettant une analyse plus approfondie.

*WANG Sanchuan*

**Andrea RESSELLO, *Japan and the shaping of post-Vietnam War Southeast Asia: Japanese diplomacy and the Cambodian conflict, 1978-1993*, Londres & New York, Routledge, 2018, 264 p.**

En sortant de la Seconde Guerre mondiale, le Japon, ayant perdu l'accès au marché chinois et ses ressources naturelles, s'est vu dans l'obligation de reconstruire à la fois son économie et ses relations avec l'Asie. La première priorité était tout d'abord de réparer les dommages infligés par le Japon pendant la guerre du Pacifique, puis l'administration Yoshida a vite compris que la reconstruction de l'économie japonaise dépendait pour partie du développement et de la stabilité politique de l'Asie du Sud-Est face à la montée du communisme dans la région. Sur ces bases, quel a été le rôle du Japon auprès des pays de l'Asie du Sud-Est en contexte de guerre froide ?

L'auteur, Andrea Pressello, est maître de conférences au Collège doctoral de recherche politique (GRIPS – Graduate Institute for Policy Studies) à Tokyo. Ses recherches lui ont valu le 14<sup>e</sup> prix d'encouragement du Nakasone Yasuhiro Peace Institute. Le présent ouvrage s'inspire largement des recherches qu'il a menées dans le cadre de son doctorat en relations internationales et plus précisément de l'histoire de la diplomatie et de la politique étrangère japonaises envers l'Asie du Sud-Est pendant la guerre froide. L'ouvrage démontre clairement les différentes phases du processus d'aide et de coopération économique et technique japonaise à travers ses différentes administrations. La relation du Japon avec les États-Unis apparaît comme un fil conducteur tout au long de la période étudiée : de la coopération forcée du Japon à l'opposition à l'intervention américaine au Vietnam, en passant par sa volonté de représenter l'Asie parmi les pays du Monde libre par rapport aux instabilités régionales.

Le contexte du conflit cambodgien, l'objet de cette étude, constitue le défi principal du Japon. Tout en précisant son soutien au camp occidental et à la position des pays de l'ASEAN sur le conflit indochinois, le Japon a cherché à éviter l'effondrement de la doctrine Fukuda. Réduire la distance entre le

Vietnam et les pays de l'ASEAN sur le problème cambodgien, persuader Hanoi de se retirer du Cambodge et de négocier un accord de paix sont alors ses objectifs principaux. Après avoir identifié le Vietnam comme un acteur clé dans la résolution du problème cambodgien et le rétablissement de la paix en Asie du Sud-Est, on constate une nouvelle opposition avec les États-Unis sur la manière de se positionner vis-à-vis de Hanoï. En plein conflit cambodgien, le Japon a continué à jouer un rôle de médiateur en soutenant la critique occidentale du Vietnam tout en maintenant une voie diplomatique active avec Hanoï pour le persuader de coopérer avec les pays de l'ASEAN sur le problème cambodgien et ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique. L'amélioration des relations sino-soviétiques et soviéto-américaines à partir du milieu des années 1980 a progressivement créé un environnement plus favorable pour le retour de la paix au Cambodge. Les États-Unis ont témoigné d'une certaine volonté d'envisager des contacts accrus avec les Vietnamiens, tandis que les pays de l'ASEAN et le Vietnam ont montré une plus grande intention de résoudre le problème cambodgien. Fort d'une décennie d'efforts diplomatiques sur le problème indochinois, le Japon a agi comme l'un des acteurs déterminés du processus de paix, contribuant diplomatiquement et financièrement au rétablissement de la paix dans la région. Ces efforts ont été déterminant pour le renforcement de son rôle régional et international.

L'expression la plus forte de l'ouvrage est probablement la doctrine Fukuda, qui représente l'engagement sincère du Japon à rétablir ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Est. La réalisation de la paix, de la stabilité et de la prospérité en Asie du Sud-Est était considérée comme cruciale pour permettre au Japon d'atteindre ses objectifs et de promouvoir ses intérêts dans la région. À cette fin, il était impératif de promouvoir la coexistence entre les pays communistes indochinois et leurs voisins non communistes de l'ASEAN. L'auteur a aussi démontré que contrairement à ce qui a pu être dit ou écrit, le Japon n'a pas fait que suivre la stratégie américaine de guerre froide en Asie du Sud-Est. En effet, il est allé au-delà d'une telle stratégie et a su garder le cap de son propre agenda et ce, malgré les pressions extérieures. Cet agenda a commencé au lendemain de la deuxième guerre mondiale et n'a jamais cessé de rester actif et a contribué à restaurer la stabilité ainsi qu'à façonner l'architecture régionale. L'ouvrage est très documenté et chronologiquement bien structuré ; bien que chercheur européen, l'auteur a mis en avant un point de vue japonais afin de rétablir une certaine part de vérité sûrement oubliée par le grand public, à savoir les efforts menés par la diplomatie japonaise en Asie du Sud-Est durant la guerre froide. La position du Japon n'ayant jamais été évidente, l'auteur pointe toutefois du doigt le fait que sa diplomatie était trop prudente envers Pékin et pas assez persuasive vis-à-vis de Washington. En

dépit de son héritage de la dernière guerre mondiale et d'un contexte de guerre froide, le Japon a montré une certaine confiance dans sa politique étrangère en n'hésitant pas à utiliser une diplomatie à deux voies à l'égard du Vietnam, par exemple. Durant le conflit cambodgien, le Japon a ainsi réussi à « assumer sa responsabilité et à accepter les risques politiques pour assurer la paix et la stabilité en Asie et dans le monde ».

*Philippe SELBE*